

Arrêté n° 2025-B-23506

Portant sur les modalités d'attribution des subventions FEADER de l'intervention régionale « Investissements dans les dessertes forestières », déclinée de l'intervention 73.06 du Plan Stratégique National français en Bourgogne-Franche-Comté

Le Président de la Région Bourgogne-Franche-Comté,

- Vu le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;
- Vu le règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les Etats membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n°1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;
- Vu le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;
- Vu le règlement délégué (UE) 2022/127 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro ;
- Vu le règlement d'exécution (UE) 2022/128 de la Commission du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les contrôles, les garanties et la transparence ;
- Vu le règlement d'exécution (UE) 2022/129 de la Commission du 21 décembre 2021 fixant les règles applicables aux types d'interventions concernant les graines oléagineuses, le coton et les sous-produits de la vinification au titre du règlement (UE)

2021/2115 du Parlement européen et du Conseil et aux exigences en matière d'information, de publicité et de visibilité relatives au soutien de l'Union et aux plans stratégiques relevant de la PAC ;

- Vu l'arrêté du 12 octobre 2023 portant agrément de l'Agence de services et de paiement comme organisme payeur de dépenses financées par les fonds de financement des dépenses agricoles FEAGA et FEADER et comme organisme de coordination en matière de financement de la politique agricole commune
- Vu les articles 107 et 108 et suivants du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne ;
- Vu le règlement n° 2022/2472 déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
- Vu le régime cadre exempté de notification N°SA.107473 relatif aux aides dans le secteur forestier pour la période 2023-2027, adopté sur la base du Règlement (UE) 2022/2472 de la Commission européenne du 14 décembre 2022 (déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne)
- Vu le Plan Stratégique National pour la France adopté par la Commission européenne en date du 31 août 2022, modifié ;
- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1-1, L1511-1-2 et L4221-5 ;
- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi 2013-1005 du 12 novembre 2013 ;
- Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, telle que citée dans l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques - JO du 10 juin 2001 ;
- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;

- Vu le décret n° 2022-1051 du 28 juillet 2022 relatif à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;
- Vu le décret n° 2022-1755 du 30 décembre 2022 relatif aux aides du plan stratégique national de la politique agricole commune ;
- Vu le décret n° 2022-1525 du 7 décembre 2022 relatif à la mise en œuvre de la politique agricole commune et du plan stratégique national pour la programmation qui démarre en 2023 ;
- Vu le décret n° 2023-5 du 3 janvier 2023 fixant les règles relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique ainsi que les catégories de dépenses non éligibles des aides du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 confiées aux régions ;
- Vu la délibération du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 21 octobre 2022 et le courrier du 25 novembre 2022 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2023-2027 ;
- Vu la délibération 25AP.78 de l'Assemblée plénière du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté en date du 5 septembre 2025 donnant délégation de pouvoir au Président du Conseil régional en matière de gestion des fonds européens ;
- Vu la convention de délégation de tâches de l'organisme payeur au Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté dans le cadre de la mise en œuvre des interventions du Feader HSI GC régionalisées du plan stratégique national signée le 16 décembre 2022 ;
- Vu la consultation du 4 au 22 mars 2024 du Comité régional de suivi FEADER de Bourgogne-Franche-Comté sur la fiche dispositif et les critères de sélection.
- Vu l'arrêté n° 2024-B-05114 du 5 août 2024 portant sur le régime de sanctions applicable aux interventions régionalisées du Plan Stratégique National 2023-2027 en région Bourgogne-Franche-Comté
- Vu la consultation du 17 avril au 6 mai 2025 du Comité régional de suivi FEADER de Bourgogne-Franche-Comté sur les modifications de la fiche dispositif et des critères de sélection.

Sur proposition du Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté,

ARRETE

Article 1 : Objectifs généraux de l'intervention

Cette intervention a pour objectif d'améliorer la mobilisation de la ressource forestière régionale en facilitant l'accès et le défrètement des massifs forestiers dans une perspective multifonctionnelle, notamment en matière de défense et de prévention des risques forestiers.

Article 2 : Objectif de l'arrêté

L'objectif du présent arrêté est de décrire les conditions d'octroi des aides de l'intervention régionalisée « Investissements dans les dessertes forestières » déclinée de l'intervention 73.06 du Plan Stratégique National en Bourgogne-Franche-Comté.

Sont notamment précisées les conditions d'éligibilité, ainsi que la méthode de calcul du montant des aides.

Article 3 : Description du type d'intervention

A. Bénéficiaires de l'aide

Sont éligibles, les personnes physiques, groupes de personnes physiques ou personnes morales publiques ou privées et leurs regroupements, propriétaires des forêts ou des voies sur lesquelles s'appliqueront les actions, ou leur représentant dûment habilité pour intervenir pour leur compte et qui assume financièrement et juridiquement les opérations pour lesquelles une aide est demandée.

L'aide ne peut pas être accordée aux entreprises en difficulté.

L'entreprise en difficulté est définie à l'article 2, point 59 du règlement n° 2022/2472 (déclarant certaines catégories d'aides dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne), qui fait référence à l'article 2, point 18 du règlement (UE) n° 651/2014 du 17 juin 2014.

B. Conditions d'éligibilité générales

L'investissement doit être réalisé sur le territoire de la région Bourgogne-Franche-Comté.

La création comme le renforcement (amélioration de la structure) ou la mise au gabarit (largeur, pente, rayon de courbure) de dessertes forestières, quel que soit leur statut juridique, est éligible, de même que les interventions sur des tronçons ou points noirs situés en amont des massifs forestiers, à condition que l'intérêt de ces derniers soit avéré du point de vue de la mobilisation des bois (passage obligé) et que les tronçons hors forêt restent minoritaires par rapport aux tronçons en forêt sur le plan des dépenses.

Critères d'éligibilité du projet

Environnement :

Tout projet de desserte forestière est susceptible d'avoir des effets négatifs sur l'environnement. A ce titre, une aide ne peut être accordée qu'après que le projet ait obtenu toutes les autorisations nécessaires à sa réalisation et se soit conformé à l'ensemble des réglementations en vigueur (avant la date limite de complétude), dont les principales sont rappelées dans la notice jointe au formulaire de demande d'aide.

Par ailleurs, la création d'infrastructures dans des zones humides identifiées dans l'inventaire des milieux humides de Bourgogne-Franche-Comté (consultable sur <https://cartes.ternum-bfc.fr/>) n'est pas éligible.

Pour des raisons paysagères, la pente en long moyenne des routes forestières en création doit être inférieure à 12 %. De plus, la pente en long instantanée ne doit jamais dépasser 20 %. Il appartiendra aux porteurs de projets de fournir un profil altimétrique des projets de nouvelles routes forestières.

Dans le cas de renforcement ou de mise au gabarit de routes forestières existantes, la pente en long moyenne devra rester inférieure à 30 % pour garantir la pérennité à long terme des ouvrages (compte-tenu du ravinement).

Sécurité :

Dans le cas de projets comprenant des routes forestières, celles-ci doivent permettre le passage des groupes d'intervention « feux de forêts » dans des conditions de circulation sécurisée (voir caractéristiques techniques ci-dessous).

Pour être éligibles, si les routes forestières mises au gabarit, renforcées ou créées possèdent des barrières, celles-ci devront être équipées d'un moyen de fermeture permettant aux sapeurs-pompiers d'accéder (triangle pompier de 14 mm ou clé de type mâle carré 30 mm x 30 mm, selon les attentes du SDIS local).

Critères d'éligibilité de la demande

Un Plan Simple de Gestion (PSG) agréé ou un document **approuvé** pour les forêts publiques est obligatoire pour les parties prenantes dont les forêts desservies par le projet (aire - bandes ou cercles - de 200 mètres de part et d'autre des investissements financés) représentent plus de 15 ha.

Il est également obligatoire pour les grandes entreprises et les municipalités ayant un budget annuel supérieur ou égal à 10 000 000 € ou 5 000 habitants et plus, quelle que soit la surface desservie.

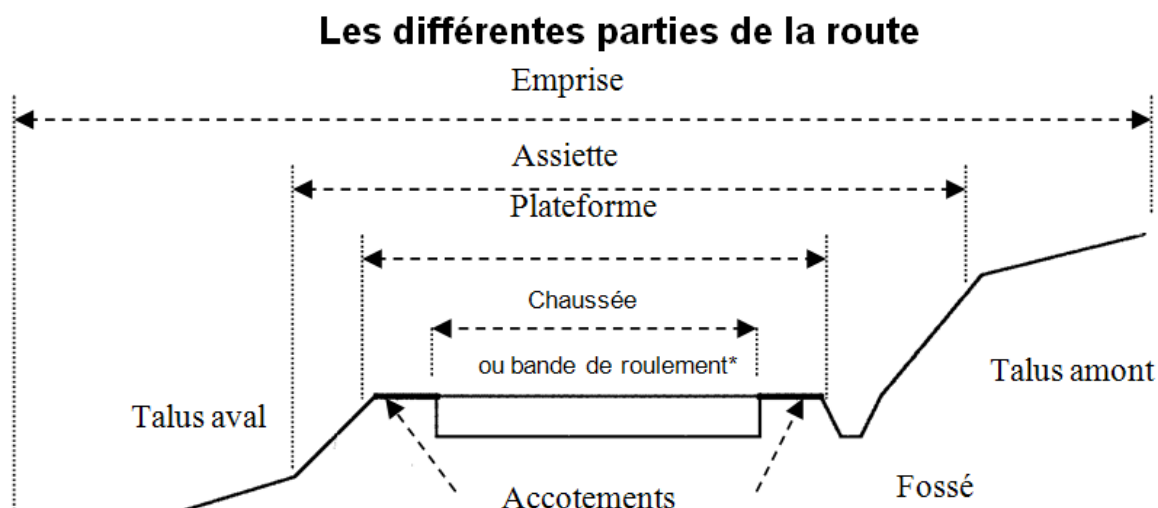
Ces conditions permettent de s'assurer que les projets financés contribuent à la multifonctionnalité des forêts.

Les voies financées doivent être accessibles gratuitement au public. La pose de barrière DFCI ou les interdictions de circulation liées à des réglementations spécifiques (au titre de la protection de l'environnement ou de la sécurité civile notamment) ne sont pas considérées comme incompatibles avec ce principe.

La maîtrise d'œuvre par l'Office National des Forêts, un expert forestier ou un gestionnaire forestier professionnel est obligatoire, sauf pour les Etablissements Publics

de Coopération Intercommunale et les collectivités territoriales de plus de 100 000 habitants.

Caractéristiques techniques des opérations éligibles



** Cas des routes en terrain naturel*

Routes forestières (dessertes accessibles aux grumiers) :

En forêt, les routes financées ont pour caractéristique technique de supporter le passage des grumiers, elles doivent donc respecter une largeur de chaussée de 3,5 m minimum. Il est nécessaire d'avoir une largeur de plateforme de 5 m minimum et une emprise de 7 m minimum. En zone de massif (au sens de la loi Montagne du 9 janvier 1985 cf. infra), la plateforme pourra se limiter à la bande de roulement et l'emprise à 5 m.

La largeur de plateforme doit être portée à 6 mètres minimum tous les 1000 à 1200 mètres sur une longueur de 30 mètres minimum. A défaut, ces surlargeurs pourront être remplacées tous les 1000 à 1200 mètres par des « amorces » de 30 mètres minimum en « arêtes de poisson » par rapport à la route, dont la pente n'excèdera pas 10 %.

Sur des tronçons ne dépassant jamais 600 mètres de longueur, la largeur de chaussée de la route pourra être réduite à 3 m de large et la largeur de plateforme à 4 m, pour tenir compte de contraintes foncières ou topographiques particulières.

Les routes doivent être conçues pour supporter le passage répété des ensembles routiers dérogeant à l'article R433.12 du code de la route selon les modalités fixées par le décret 2009-780 du 23 juin 2009 relatif au transport de bois ronds.

Des places de retournement avec plateformes d'au moins 4 mètres de large et 10 mètres de profondeur doivent être prévues tous les 1000 à 1200 mètres.

Dans le cas de la création d'une route forestière en cul-de-sac, il faut prévoir une place de retournement (ou un rond-point) terminale permettant à un convoi de véhicules de 50 mètres de long de se retourner.

Dans le cas du renforcement ou de la mise au gabarit d'une route forestière en cul-de-sac préexistante, il faut prévoir une place de retournement (ou un rond-point) terminale permettant à un convoi de véhicules de 35 mètres de long de se retourner.

Pour les tronçons d'accès hors-forêt, la route peut se limiter à une chaussée de 3 m de large sans emprise ni accotements.

Pistes forestières (dessertes accessibles aux engins d'exploitation forestière et de sylviculture) :

Les pistes financées doivent respecter une largeur de chaussée de 3 m minimum et doivent pouvoir supporter le passage répété des engins d'exploitation.

Mise au gabarit ou renforcement de pistes ou de routes forestières existantes

La mise au gabarit correspond à un changement des caractéristiques de largeur ou de portance d'une chaussée pour la faire accéder au statut de route ou piste forestière, avec les caractéristiques reprises ci-dessus. La simple mise en place d'une couche d'empierrement de finition sur une piste ou une route existante ne constitue pas une mise au gabarit.

C. Dépenses éligibles

Les investissements suivants sont éligibles :

- Création de routes forestières accessibles aux grumiers, y compris le revêtement lorsqu'il est indispensable pour des raisons de sécurité ou de pérennité de l'ouvrage, et équipements annexes indispensables,
- Création de place de retournement, de chargement, et de dépôt,
- Création de pistes forestières accessibles aux engins d'exploitation et de travaux,
- Mise au gabarit ou renforcement de pistes ou de routes forestières existantes destinés à permettre ou faciliter la circulation des grumiers ou des engins d'exploitation forestière et de défense des forêts contre les incendies en toute sécurité : travaux d'amélioration des caractéristiques (largeur, pente, rayons de courbure, revêtement) ou de la portance de la chaussée (empierrement, béton),
- Résorption de points noirs (passages étroits, virages trop fermés, bandes de roulement très fortement endommagées, tronçons à forte pente, ponts, digues ou autres ouvrages d'art avec une limitation de tonnage inadaptée au passage des grumiers, revêtement),
- Travaux complémentaires hors forêt (résorption de point noir, mise au gabarit ou renforcement) permettant l'accès au massif (passage obligé), si les travaux de mise au gabarit ou de renforcement ne dépassent pas 50 % du coût total du projet,

- Travaux de raccordement à la voirie publique (communale, nationale ou départementale) dont le revêtement de liaison entre les 2 voiries lorsque c'est demandé par le gestionnaire de la voirie publique,
- Equipements annexes (fossés, passages busés, revers d'eau, passages canadiens, barrières et dispositifs de signalisation), y compris en faveur de la biodiversité
- Préparation du chantier et évacuation des déblais le cas échéant
- Etudes préalables,
- Maîtrise d'œuvre, uniquement si elle est effectuée par l'Office National des Forêts, un expert forestier ou un gestionnaire forestier professionnel au sens de l'article L315-1 du Code forestier.

Les dépenses sont considérées comme éligibles lorsque le caractère raisonnable des coûts est avéré et lorsque ceux-ci sont justifiés, principalement par :

- Présentation d'un devis pour toute dépense présentée ;
- Présentation de 2 devis comparables pour toute dépense comprise entre 4 000€ HT et 90 000€ HT ;
- Présentation de 3 devis comparables pour toute dépense supérieure à 90 000€ HT.

Les devis fournis doivent émaner de fournisseurs différents et répondre à la réglementation en vigueur (voir notice d'aide au remplissage de la demande d'aide).

D. Dépenses inéligibles

Les dépenses suivantes ne sont pas éligibles :

- Prestations immatérielles liées au montage du dossier de subvention ;
- Travaux d'entretien courant qui n'améliorent pas les caractéristiques (largeur, pente, rayons de courbure) ou la portance de la chaussée ;
- TVA (taxe sur la valeur ajoutée) ;
- L'ensemble des coûts rendus inéligibles par les règlements européens et notamment ceux énumérés à l'article 73 du règlement européen n°2021/2115 :
 - a) L'acquisition de droits de production agricole ;
 - b) L'acquisition de droits au paiement ;
 - c) l'achat de terrain pour un montant supérieur à 10 % des dépenses totales éligibles de l'opération concernée, à l'exception de l'achat de terrain aux fins de la protection de l'environnement et de la préservation des sols riches en carbone, ou de l'achat de terrain par de jeunes agriculteurs au moyen d'instruments financiers; dans le cas d'instruments financiers, ce plafond s'applique aux dépenses publiques éligibles versées au bénéficiaire final ou, dans le cas de garanties, au montant du prêt sous-jacent;
 - d) L'acquisition d'animaux et l'acquisition de plantes annuelles ainsi que la plantation de ces dernières, à des fins autres que :
 - i. La reconstitution du potentiel agricole ou forestier à la suite de catastrophes naturelles, de phénomènes climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques ;

- ii. La protection des animaux d'élevage contre les grands prédateurs ou l'utilisation dans la sylviculture en lieu et place des machines ;
 - iii. La reproduction des races menacées au sens de l'article 2, point 24), du règlement (UE) 2016/1012 du Parlement européen et du Conseil au titre des engagements visés à l'article 70 ; ou
 - iv. La préservation des variétés végétales menacées d'érosion génétique au titre des engagements visés à l'article 70 ;
- e) Les intérêts débiteurs, sauf en ce qui concerne des subventions accordées sous la forme de bonifications d'intérêts ou de contributions aux primes de garantie ;
- f) des investissements dans des infrastructures à grande échelle, telles qu'elles sont déterminées par les États membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC, ne relevant pas des stratégies de développement local mené par les acteurs locaux définies à l'article 32 du règlement (UE) 2021/1060, à l'exception du haut débit, des mesures de prévention des inondations ou de protection des côtes visant à réduire les conséquences de catastrophes naturelles, de phénomènes climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques susceptibles de se produire ;
- g) Les investissements dans le boisement non compatibles avec des objectifs en matière d'environnement et de climat conformes aux principes de gestion durable des forêts tels qu'ils sont définis dans les lignes directrices paneuropéennes pour le boisement et le reboisement.

E. Articulation avec d'autres aides publiques

Lignes de partage PSN

Il n'existe pas de risque de double financement avec les autres interventions du PSN.

Lignes de partage FESI

Les projets émergeant à ce dispositif ne sont pas éligibles au FEDER-FSE.

Article 4 : Nature et montant de l'aide

A. Nature de l'aide

Il s'agit d'une subvention.

B. Montant et taux d'aide

Le montant de la subvention qui peut être accordé est calculé sur la base de la dépense subventionnable et du taux d'aides publiques (*) :

Somme des aides publiques = [taux d'aides publiques] x [dépense subventionnable hors taxe]

Le taux d'aide publique (*), tous financeurs publics (FEADER inclus), est de :

- 80 % pour les projets collectifs ou les projets des collectivités, de leurs groupements, des établissements publics, dont les organismes qualifiés de droit public (OQDP), et des GIEEF (Groupement d'Intérêts Economiques et Environnementaux Forestiers) en continuité avec la voirie départementale ou nationale à au moins deux extrémités, le cas échéant via des routes forestières et voies préexistantes carrossables en tout temps et qui ne présentent pas d'obstacles à la circulation.
- 65 % pour les autres projets collectifs ou les autres projets des collectivités, de leurs groupements, des établissements publics, dont les organismes qualifiés de droit public (OQDP), et des GIEEF (Groupement d'Intérêts Economiques et Environnementaux Forestiers).
- 50 % pour les autres porteurs de projets.

() L'aide publique pour le projet s'entend « tous financeurs publics compris » et comprend en particulier la contribution du FEADER qui représente 60 % du montant de l'aide publique.*

Ce dispositif d'aide est pris en application du régime d'aides exempté n° SA.107473 relatif aux aides dans le secteur forestier pour la période 2023-2027, adopté sur la base du Règlement (UE) 2022/2472 de la Commission européenne du 14 décembre 2022 déclarant certaines catégories d'aides, dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales, compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

C. Calcul du montant de la subvention

Planchers :

Tout projet qui conduirait à l'attribution d'une subvention d'un montant inférieur à 8000€ est inéligible.

Plafonds :

- Création, renforcement ou mise au gabarit de route forestière : 150 000 € HT / km
- Création, renforcement ou mise au gabarit de piste forestière : 70 000 € HT / km
- Création de place de dépôt, chargement, croisement ou retournement : 30 € HT / m2
- Résorption de point noir : 75 000 € HT par point noir

Les dépenses immatérielles sont plafonnées à hauteur de 15% du montant hors taxes des dépenses matérielles éligibles plafonnées.

Modalités de versement :

Le versement d'acompte n'est pas possible. Les modalités de versement seront précisées dans les conventions attributives d'aides.

Le cofinancement est assuré en paiement associé.

Les avances ne sont pas autorisées sur cette intervention.

Article 5 : Procédure

A. Eligibilité temporelle

Les dépenses sont éligibles à partir du dépôt du contenu minimal de la demande d'aide.

L'aide aux investissements dans les dessertes forestières se situant hors du champ de l'article 42 du TFUE, l'application de la réglementation relative aux aides d'Etat, de par les régimes d'aide prévoyant la règle d'incitativité, rend inéligible toute opération dont le commencement d'exécution a lieu avant la date de dépôt du contenu minimal de la demande d'aide au service instructeur.

L'attribution d'une subvention n'est pas automatique : une demande d'aide peut être rejetée. Aussi, tout engagement de dépenses après le dépôt de la demande d'aide, et avant l'éventuelle notification de l'aide, relève de la seule responsabilité du porteur de projet.

Le début de la réalisation de l'opération, autrement dit le commencement d'exécution, est défini par le premier acte engageant qui rend irréversible la réalisation de l'opération, par exemple un devis signé ou un bon de commande passé entre le bénéficiaire et un prestataire ou un fournisseur (ou à défaut une première facture émise), ou tout début physique de travaux.

Les préparatifs tels que l'obtention d'autorisations et la réalisation d'études de faisabilité ne sont pas considérés comme un début de réalisation de l'opération.

Dans le cas des marchés publics, la date de commencement d'exécution de l'opération est caractérisée par la notification du marché public. Aussi à ce titre, la date de notification du marché public doit être postérieure à la date de début d'éligibilité de l'opération pour laquelle il est demandé une aide FEADER, sinon l'opération sera rendue inéligible.

Délai de réalisation des travaux :

L'achèvement de l'opération et le dépôt auprès du service instructeur de la dernière demande de paiement devront intervenir au plus tard aux dates limites qui seront fixées dans la convention attribuant l'aide, dans la limite des délais imposés par la fin de la programmation.

Est matériellement achevée ou totalement mise en œuvre, une opération dont les travaux ou les actions à mener permettant sa réalisation effective sont entièrement finalisés.

B. Circuit de gestion des dossiers

Les modalités d'instruction de l'aide, de son paiement et de son contrôle s'appuient sur le corpus réglementaire applicable aux interventions du FEADER régionalisées en Bourgogne-Franche-Comté pour la période 2023-2027.

Ce dispositif fonctionne **par appels à projets avec périodes de dépôt des demandes d'aides**.

Le service Forêt-Bois du conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté est le service instructeur vers lequel se tournent les porteurs de projets pour le dépôt des dossiers, leur instruction et les suites qui leur sont données.

La demande d'aide devra être déposée en ligne à partir du 2 mars 2026 et avant la date de clôture de l'appel à projets, soit le 10 juillet 2026.

La demande d'aide et toutes les pièces justificatives constituent la demande de subvention dans le cadre du PSN pour solliciter l'aide des financeurs ci-dessous :

- Europe (Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural (FEADER))
- Région (Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté (CRBFC))

Tous les documents peuvent être téléchargés sur le site : <https://www.europe-bfc.eu/>.

Ce qui est attendu lors de la période d'ouverture de l'appel à projets :

- **Saisie et validation de la demande d'aide sur la plateforme Euro-PAC par le porteur de projet ou par l'entité mandatée à cette fin,**
- **La demande d'aide doit contenir a minima les informations suivantes :**
 - a) le nom et la taille de l'entreprise * ;
 - b) la description du projet, y compris ses dates de début et de fin ;
 - c) la localisation du projet ;
 - d) la liste des dépenses prévisionnelles ;
 - e) le type (subvention) et le montant du financement public sollicité.

* La taille de l'entreprise doit être renseignée pour tous les porteurs. (Ne pas laisser les champs vides, renseigner 0 le cas échéant).

Une fois la demande **validée** sous Euro-PAC, le porteur de projet recevra un mail automatique lui confirmant l'enregistrement de sa demande d'aide. **Il ne pourra plus la modifier.**

Si les informations minimales décrites ci-dessus ont bien été transmises et sont conformes, le porteur de projet recevra un accusé de réception (AR) indiquant la date de début d'éligibilité des dépenses (à la date de validation de la demande d'aide). **Cet accusé de réception ne vaut pas promesse de subvention.**

L'accès à la plateforme Euro-PAC sera redonné au porteur de projet par le service instructeur pour qu'il puisse compléter son dossier le cas échéant.

Pour tout renseignement sur le montage du dossier, vous pouvez contacter le service instructeur à l'adresse suivante : feader.foret@bourgognefranchecomte.fr.

Des tutoriels seront également à votre disposition pour la prise en main de la nouvelle plateforme Euro-PAC (création d'un compte Tiers, Saisie d'une demande d'aide), vous pourrez les consulter ici :

<https://www.europe-bfc.eu/ressource-documentaire/euro-pac-tutoriels/>

Ce qui est attendu une fois votre dossier déposé :

Pour être instruit, le dossier de demande d'aide doit au préalable être complet, c'est-à-dire que les conditions ci-dessous doivent être réunies :

- Toutes les rubriques de la demande d'aide sont complétées sous Euro-PAC ;
- Les engagements sont souscrits ;
- Toutes les pièces justificatives nécessaires sont jointes ;
- Toutes les réponses ont été apportées aux questions complémentaires posées par le service instructeur ;
- Lorsqu'une autorisation administrative est nécessaire à la réalisation du projet d'investissement, elle devra être délivrée par l'administration et transmise au service instructeur avant la date de complétude.

Les dates d'envoi des documents via la messagerie Euro-PAC sont les dates faisant foi.

Lorsque le dossier est complet, un accusé de réception de dossier complet (ARDC) est établi et le projet intègre la session de sélection faisant l'objet du présent arrêté, sans préjuger de l'attribution ou non d'une aide suite aux conclusions de l'instruction.

Lorsque le dossier est incomplet, une demande de compléments est adressée via Euro-PAC aux porteurs de projets qui ont 3 mois à compter de cette demande pour compléter leur dossier.

Si les conditions d'admissibilité d'une prochaine session de sélection le permettent, les dossiers toujours incomplets à la fin de ce délai pourront être redéposés dans ce cadre, à condition qu'il n'y ait pas eu de commencement d'opération.

C. Modalités de sélection des dossiers

Afin de répondre à l'exigence réglementaire de sélection, des critères de sélection ainsi qu'un seuil minimal pour l'accès aux soutiens ont été définis et validés par le comité régional de suivi du 17 avril au 6 mai 2025.

Tout dossier complet et éligible se verra attribuer une note et sera classé suivant les critères de sélection et de pondération suivants :

Principes de sélection (blocs)	Critères	Points
Nature de l'investissement <i>Si un projet présente plusieurs types d'investissements (par exemple une route et un point noir), c'est la ligne qui comporte le plus de dépenses qui entraîne la qualification de l'ensemble du projet</i>	Route(s) forestière(s) (et ses places le cas échéant) en continuité avec la voirie départementale ou nationale à au moins deux extrémités, le cas échéant via des routes forestières et voies préexistantes carrossables par tous temps pour un véhicule utilitaire et qui ne présentent pas d'obstacles à la circulation	5
	Place(s) de dépôt et/ou de retournement accessible(s) aux grumiers	5
	Résorption de point(s) noir(s)	5
	Piste forestière ou route forestière (et ses places le cas échéant) en cul-de-sac	4
	Route(s) forestière(s) du projet avec une pente en long moyenne inférieure à 8 %	+1
	Emploi de matériaux de recyclage (plutôt que de matériaux de carrières)	+1
Localisation géographique <i>Zone prioritaire à enjeux de mobilisation et/ou d'adaptation aux changements climatiques</i>	Projet pour tout ou partie dans une commune du Massif Central, du Massif du Jura ou du Massif des Vosges (au sens de la loi Montagne)*	1
Partenariat	Projet collectif desservant plus de 3 partenaires	2
	Projet collectif desservant 3 partenaires	1
Surface desservie**	Plus de 50 ha	2
	Entre 10 et 50 ha	1

* Les périmètres des Massifs sont consultables à l'adresse <https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/outils/cartographie-interactive/#c=zonage>

** La surface desservie correspond à l'ensemble des forêts (y compris les zones boisées n'appartenant pas aux parties prenantes du projet) qui se trouvent à 200 mètres des investissements financés.

Dans le cadre d'une session de sélection donnée, les projets avec **une note supérieure ou égale à 5 points** seront sélectionnés pour un financement par ordre décroissant des notes attribuées et dans la mesure des possibilités financières de l'enveloppe attribuée à la session de sélection considérée.

Quand les disponibilités financières sont insuffisantes pour couvrir tous les besoins, les derniers dossiers à égalité de points sont départagés selon la nature du projet (= priorité aux projets avec la meilleure note de ce bloc) puis la localisation (= priorité aux projets dans les

massifs de montagne) puis le nombre de parties prenantes (= priorité aux projets desservant plus de 3 propriétés) et en dernier recours selon la surface desservie (= priorité aux projets desservant la plus grande surface).

Article 6 : Budget

Les crédits FEADER réservés à cet appel à projets s'élèvent à **2 650 000 €**.

Ce dispositif est cofinancé par le Conseil Régional Bourgogne-Franche-Comté.

Article 7 : Engagements du bénéficiaire

Si une aide est attribuée pour un projet d'investissement, le bénéficiaire devra :

- Avoir pris connaissance et respecter les délais de réalisation de son projet (délais précisés dans la décision juridique attributive de l'aide),
- Détenir, conserver, fournir l'ensemble des pièces afférentes à l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 5 années à compter de la date de versement du solde de la subvention,
- Informer le service instructeur de toute modification de sa situation, de la raison sociale de sa structure, de son projet ou de ses engagements,
- Se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et des contrôles sur place qui pourraient avoir lieu avant et après le versement des aides prévues au titre du PSN,
- Ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet ou les investissements aidés, d'autres crédits, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « Plan de financement prévisionnel du projet »,
- Répondre aux obligations de publicité telles que prévues par le règlement d'exécution UE n°2022/129 du 21/12/2021 annexe III (JOUE du 31/01/2022) et décrites sur le site de l'Europe en Bourgogne-Franche-Comté (www.europe-bfc.eu) ou dans la notice d'aide,
- Ne pas apporter de modifications importantes dans la nature, les objectifs ou les conditions de mise en œuvre du projet, pendant toute la durée prévue par la convention attributive de l'aide,
- Respecter (uniquement pour les fondations et associations) les dispositions issues du contrat d'engagement républicain conformément aux dispositions prévues par la loi n°2021-1109 du 24 août 2021,

- Tenir une comptabilité séparée ou une codification comptable adéquate permettant de tracer les dépenses aidées, d'isoler les charges et les produits liés à l'opération,
- Fournir toutes les données nécessaires au suivi et à l'évaluation du plan Stratégique National qui lui seront demandées par l'autorité compétente,
- Respecter les normes minimales attachées à son projet,
- Avoir obtenu de chaque propriétaire de terrain sur lesquels les travaux sont projetés, l'engagement écrit autorisant la réalisation de ces travaux,
- Maintenir les investissements financés dans un état fonctionnel pendant trois ans à compter du paiement final de l'aide,

Article 8 : contrôles, conséquences et sanctions

Le service instructeur procède au contrôle administratif des demandes d'aide et des demandes de paiement présentées et peut mener des visites sur place. Les corps de contrôle habilités mènent des contrôles approfondis des dossiers et des contrôles sur place. En cas d'irrégularité lors des contrôles, de non-conformité de la demande ou de non-respect des engagements, la déchéance partielle ou totale du droit à l'aide et le cas échéant le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, assorti de sanctions réglementaires, et d'intérêts et de pénalités financières qui s'appliqueront en fonction des régimes en vigueur.

Article 9 :

Monsieur le Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région.

Fait à Dijon, le

Pour le Président et par délégation,

Le Directeur Général Adjoint,

Olivier RITZ

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Glossaire et définitions

Annexe 2 : Notice technique

Document 1 : Annexe technique au formulaire de demande d'aide

Document 2 : Tableau Excel des dépenses

Document 3 : Annexe au formulaire sur le respect de la commande publique

Document 4 : Notice d'aide au remplissage du formulaire

Document 5 : Liste des pièces à fournir

ANNEXE 1 – GLOSSAIRE ET DÉFINITIONS

AR : Accusé de Réception

ARDC : Accusé de Réception de Dossier Complet

CRBFC : Conseil Régional Bourgogne Franche-Comté

CRPM : Code Rural et de la Pêche Maritime

DFCI : Défense des Forêts Contre les Incendies

FEADER : Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural

FEAGA : Fonds Européen Agricole de Garantie

FEDER : Fonds Européen de Développement Régional

FESI : Fonds Européens Structurels et d'Investissement

FSE : Fonds Social Européen

HSIGC : Hors Système Intégré de Gestion et de Contrôle

JOUE : Journal Officiel de l'Union Européenne

ONF : Office National des Forêts

OQDP : Organisme Qualifié de Droit Public

PAC : Politique Agricole Commune

PSN : Plan Stratégique National

TFUE : Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

UE : Union Européenne

Rappel des définitions :

Route forestière : desserte forestière accessible aux ensembles routiers de transport de bois rond

Piste forestière : desserte forestière accessible aux engins d'exploitation forestière uniquement

Point noir : élément ponctuel (pont par exemple) ou tronçon jusqu'à 100 m de long (virage ou digue par exemple) rendant difficile voire impossible le passage de camions grumiers

Projet collectif : un projet est considéré comme collectif s'il rassemble au moins 3 propriétaires engagés dans le projet statutairement (structure de regroupement ou article L151.36 du Code Rural) ou par voie de convention, et dont aucun ne possède plus de 80 % de la surface desservie.